Budget économique exploratoire 2018

Conférence de presse de

Monsieur Ahmed Lahlimi Alami

Haut-commissaire au Plan

Casablanca, le 5 Juillet 2017

Les perspectives économiques nationales

en 2017 et 2018

*Le Haut Commissariat au Plan élabore le Budget Economique Exploratoire 2018 qui présente une révision de la croissance économique nationale en 2017, ainsi que les perspectives pour l’année 2018. Ce budget est de nature à permettre au gouvernement et aux acteurs socio-économiques de prendre conscience de l'évolution économique prévisible en 2018. Il constituera, également, un cadre de référence pour la fixation d'objectifs économiques alternatifs dans le cadre de la Loi de Finances 2018.*

*L’élaboration de ce budget économique tient compte des agrégats provisoires arrêtés par la comptabilité nationale pour l’année 2016 et des résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d’analyse de conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan durant le premier semestre de l’année 2017. Ces prévisions sont, également, sous-tendues par un ensemble d'hypothèses relatives à l'évolution des facteurs exogènes régissant l'économie marocaine, aussi bien sur le plan national qu'international.*

*Les prévisions pour l’année 2018 sont basées sur la réalisation d’une production céréalière moyenne durant la campagne agricole 2017/2018 et la reconduction, durant l’année 2018, de la politique budgétaire de l’Etat en 2017, en matière de fiscalité des dépenses d’investissement et de fonctionnement.*

*Les perspectives, présentées ci-après, seront modifiées lors de l'élaboration du budget économique prévisionnel 2018, qui sera publié au mois de janvier prochain pour tenir compte des actions de politique économique retenues dans la Loi de Finances 2018 ainsi que des évolutions éventuelles que connaîtrait l'environnement économique national et international.*

Principaux indicateurs en 2017 et en 2018

* Amélioration de la croissance économique nationale de 1,2% en 2016 à 4% en 2017 et sa décélération à 2,9% en 2018;
* Progression de la valeur ajoutée agricole de 15,1% en 2017, avant de se replier de 1,1% en 2018 ;
* Légère reprise du rythme de croissance des activités non agricoles, passant de 2,2% en 2016 à 2,5% en 2017 et à 2,9% en 2018;
* Maintien de la hausse du niveau général des prix à des niveaux bas passant de 1,6% en 2016 à 1% en 2017 avant de revenir à 1,6% en 2018;
* Rigidité à la baisse du déficit commercial se situant à près de 18,9% du PIB en 2017 et en 2018 au lieu 18,2% en 2016;
* Accentuation du déficit en ressources (échanges extérieurs biens et services), de 12,8% du PIB en 2016 à 13,5% en 2017 et en 2018;
* Les taux d’épargne nationale passerait de 28,3% du PIB en 2017 à 28% en 2018 ;
* Légère hausse du taux d’investissement en 2017 s’établissant à 33,5% du PIB avant de reculer à 33,1% en 2018 ;
* Légère aggravation du solde de financement, passant de 4,3% du PIB en 2016 à 5,2% en 2017 et à 5,1% en 2018 ;
* Allégement du déficit budgétaire, passant de 4% du PIB en 2016 à 3,8% en 2017 et à 3,5% en 2018 ;
* Allégement de la dette publique globale, passant de 81,4% en 2016 à 80,9% en 2017 et à 80,2% en 2018. Celle du Trésor baisserait de 64,7% du PIB en 2016 à 64,4% en 2017 et à 64,1% en 2018.
1. **L’environnement international**

Les perspectives économiques établies récemment par les institutions internationales font ressortir un raffermissement de l'économie mondiale[[1]](#footnote-2) qui devrait réaliser un taux de croissance de 3,5% en 2017 et 3,6 % en 2018 au lieu de 3,1% en 2016. Cette dynamique est due essentiellement à l’amélioration économique dans les pays avancés et au redémarrage de la croissance dans les pays émergents et en [développement](http://www.lemonde.fr/developpement/), bénéficiant de la remontée des cours des produits de base et du redressement de la demande mondiale. Elle s’explique également par la mise en œuvre d’un ensemble d’initiatives budgétaires dans les principales économies, notamment la Chine, le Canada et les États-Unis.

Au niveau des pays avancés, la croissance économique devrait s’améliorer de 2% en 2017 et 2018 au lieu de 1,7% en 2016. Aux Etats Unis, l’activité s’accélérerait pour atteindre 2,3% en 2017 et 2,5% en 2018. La demande intérieure serait portée par une reprise de l’accumulation des stocks et une croissance solide de la consommation, suite au relâchement de la politique budgétaire.

Dans la zone euro, l’activité économique devrait  [bénéficier](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/b%C3%A9n%C3%A9ficier/) des politiques budgétaires moins restrictives, d’un euro plus faible et des retombées de la relance américaine. La consommation intérieure profiterait de l’amélioration continue du marché du travail et l’investissement serait stimulé par des conditions de financement plus attrayantes. Toutefois, l’incertitude relative à la relation future entre l’Union européenne et le Royaume-Uni, devrait peser sur l’activité économique qui afficherait un rythme de croissance modéré de 1,7 % en 2017 et 1,6% en 2018.

 Au Japon, la dynamique de croissance, alimentée par la reprise des activités exportatrices, devrait être consolidée en 2017, avec une prévision de croissance de 1,2%. En 2018, ce rythme devrait baisser à 0,6% en liaison avec le retrait prévu du soutien de la politique budgétaire qui limiterait l’impact positif de la hausse des investissements privés et des exportations.

Les pays émergents et en développement devraient renforcer leur résilience face aux chocs externes et connaitre un redémarrage de leur croissance économique. En Inde, l’activité devrait rester vigoureuse avec 7,2% pour 2017 et 7,7% en 2018, grâce à la mise en œuvre de réformes structurelles importantes, à des termes de l’échange favorables et à la diminution de sa vulnérabilité extérieure. En Chine, en dépit de la poursuite du processus de rééquilibrage, la croissance économique, soutenue par différents stimulus monétaires et budgétaires, resterait robuste avec 6,6% en 2017 et 6,2% en 2018.

En Russie et en Brésil, après deux années de récession profonde, la situation économique devrait légèrement s’améliorer. Au fait, le rebond des prix à l’export des matières premières et la diminution de la pression inflationniste devraient favoriser une croissance positive de 0,2% en 2017 et 1,7% en 2018 au Brésil et de 1,4% pour la Russie pour la même période.

Les économies de l’Afrique subsaharienne, faisant l’objet de réformes pour le rétablissement des équilibres macroéconomiques, devraient connaitre une amélioration de la croissance de 2,6% en 2017 à 3,5% en 2018 sous l’effet de l’augmentation des prix des produits de base.

Au niveau des marchés des matières premières, les anticipations d’une demande mondiale plus robuste, conjuguées aux réductions de l’offre de pétrole qui ont été convenues par L'OPEP et ses partenaires, devraient contribuer à une remontée des prix du pétrole. Toutefois, le volume élevé des stocks et le dynamisme de l'offre américaine devraient atténuer la hausse des cours à court terme. Ainsi, le cours du baril passerait d’une moyenne de 43 dollars le baril en 2016 à 53 $/b en 2017 et 56$/b en 2018[[2]](#footnote-3). Pour les autres matières premières, et après cinq années de baisses successives, l’année 2017 serait marquée par une hausse remarquable des prix de l’ordre de 8,5%, avant d’enregistrer à nouveau une baisse de 1,3% en 2018.

De ces conditions, le commerce mondial devrait se redresser après une longue période de faiblesse, suite à l’affermissement de l’activité mondiale notamment l’industrie manufacturière. Le volume du commerce extérieur devrait ainsi passer de 2,2% en 2016 à 3,8 % en 2017 et de 3,9 en 2018.

Par ailleurs, la remontée des prix des produits de base devrait contribuer à une hausse généralisée des prix tant dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement. Pour les pays avancés, l’inflation devrait atteindre 2% en 2017 et 1,9% en 2018, contre 0,8% en 2016. Dans les pays émergents et en développement, l’inflation devrait se situer à 4,7% en 2017 et à 4,4% en 2018.

Dans ce contexte, la tendance à l’appréciation du dollar par rapport à la plupart des devises, notamment l’euro, pourrait se prolonger et la parité entre les deux devises serait maintenue en 2017 et 2018 aux alentours de 1,06.

Ces perspectives de l’économie internationale, globalement en amélioration, se traduiraient par une demande mondiale adressée au Maroc en hausse de 4% en 2017 et en 2018 au lieu de 2,2% en 2016 et les prix à l’importation des biens et services devraient s’accroitre de 2% au lieu d’une baisse de 4,6% en 2016.

Toutefois, ces perspectives risquent d’être freinées par de nombreux obstacles. L’incertitude qui pèse sur les politiques publiques, l’adoption de nouvelles pratiques restrictives limitant la reprise du commerce mondial, les tentions géopolitiques et les répercutions du terrorisme sont autant de facteurs qui pourraient entraver la croissance mondiale.

1. **L’évolution de l’économie nationale en 2017**

Les prévisions de la croissance économique pour l’année 2017, établies initialement dans le budget économique prévisionnel publié au mois de Janvier de l’année en cours, sont révisées à la hausse sous l’effet des bons résultats de la campagne agricole 2016-2017 et de la conjoncture nationale moyennement favorable dans laquelle évoluent plusieurs activités marchandes. Toutefois, l’économie nationale serait affectée par le retard dans l’adoption et la mise en œuvre de la loi des finances 2017 et son effet sur le climat des affaires et les investissements, durant l’année en cours.

**2.1. Composantes de l’offre en 2017**

  Les bonnes conditions pluviométriques associées à l’amélioration des superficies cultivées, devraient permettre la réalisation d’une production céréalière en hausse de plus de 200% par rapport à la campagne précédente. De même, la production des arboricultures devrait se renforcer et celle des cultures industrielles et maraîchères afficheraient un affermissement par rapport à l’année précédente. Parallèlement, l’activité de l’élevage devrait se consolider en 2017, bénéficiant de l’amélioration des pâturages et de la disponibilité des fourrages.

Tenant compte d’une amélioration modeste de la pêche maritime, la valeur ajoutée du secteur primaire devrait afficher une croissance de 13,9% en 2017, au lieu d’une baisse de 11,3% en 2016, contribuant, ainsi, positivement à la croissance du Produit Intérieur Brut de 1,7 point au lieu d’une contribution négative de 1,4 point une année auparavant.

De leur côté**, les activités non agricoles** seraient en légère amélioration, passant de 2,2% en 2016 à  2,5% en 2017 sous l’effet particulièrement de la reprise des activités secondaires qui afficheraient une hausse de 2,4%, après 1,2% en 2016. Ce résultat s’explique par la dynamique des activités des industries de transformation et des mines, largement tributaires de l’évolution des exportations. Les activités de l’énergie et du secteur du bâtiment qui dépendent, essentiellement, de la demande intérieure, devraient continuer d’enregistrer des taux de croissance modestes.

Les industries de transformation, qui représente 60% du secteur secondaire, devraient s’accroitre de 2,2% au lieu de 0,8% en 2016. La croissance des industries chimiques et para chimiques, des industries du textile et du cuir et des industries alimentaires devraient se raffermir. Quant aux industries mécaniques, métallurgiques et électriques, elles devraient afficher un ralentissement de leur rythme de croissance.

Le secteur du bâtiment et travaux publics, il devrait connaitre une quasi stagnation, avec un taux de 0,3% en 2017. Cette situation serait due, notamment à la faiblesse des ventes dans le logement social et la tendance baissière au niveau de l’auto-construction. Ajoutant à cela le ralentissement de l’octroi des autorisations de construire et des marchés publics durant le premier semestre de l’année en cours.

Les activités du secteur tertiaire devraient connaitre, de leur côté, une hausse de 2,6% en 2017, tributaire notamment à la légère amélioration des activités des services marchands de 2,8% après 3,1% en 2016. Cette évolution s’explique en particulier, par la reprise des activités du commerce et du transport, stimulées par le bon comportement des activités primaires. S’agissant de l’activité touristique, elle continuerait de progresser à un rythme soutenu bénéficiant des mesures prises en matière de communication visant la promotion de la destination.

Les services des administrations publiques, dont la valeur ajoutée représente 18% du secteur tertiaire, continueraient d’afficher une croissance timide, avec 1,4% en 2017 au lieu de 0,9% l’année précédente.

Dans ces conditions, et compte tenu d’une évolution de 3,9% des impôts et taxes sur produits nets de subventions, le Produit Intérieur Brut devrait enregistrer une croissance en volume de 4% en 2017 au lieu de 1,2% enregistrée en 2016. Aux prix courants, le PIB devrait s’accroitre de 5%. Ainsi, l’inflation mesurée par le niveau général des prix se situerait aux alentours de 1% au lieu de 1,6% enregistré en 2016.

2.2. Composantes de la demande

La croissance économique prévue pour l’année 2017 continuerait d’être tirée par la demande intérieure qui serait soutenue par la progression de la consommation finale nationale dans le contexte d’une relative détente de l’inflation. Elle serait également confortée par la consolidation de l’effort d’investissement, qui malgré le recul de son rythme de croissance lié en partie au retard pris dans la promulgation de la loi de Finances 2017, semble maintenir son rythme tendanciel de progression.

La consommation des ménages résidents devrait, ainsi, s’accroitre de 3,7%, bénéficiant de l’accroissement des revenus agricoles et de la consolidation prévisible de la croissance des activités non agricoles. Sa contribution à la croissance devrait passer à 2,1 points en 2017 au lieu de 1,8 en 2016 et 2,5 points en moyenne entre 2008 et 2015. La consommation des administrations publiques, devrait connaitre une hausse de 1,9% en volume, maintenant sa contribution à 0,4 point à la croissance économique en 2017.

En somme, la consommation finale nationale s’accroîtrait de 3,3%, dégageant ainsi une contribution de 2,6 points à la croissance en 2017.

De son côté, la formation brute du capital fixe (FBCF), continuerait d’être soutenue par la poursuite des grands projets structurants et par la reprise progressive des activités économiques. Elle connaitrait une hausse de 3,9% en volume en 2017, portant sa contribution à la croissance économique à 1,2 point en 2017 en baisse par rapport à 2,6 points en 2016. La variation des stocks devrait afficher une contribution positive de 0,5 point en 2017 au lieu de 0,9 point en 2016.

Au total, la demande intérieure qui serait en hausse de 3,9% en volume en 2017 au lieu de 5,5% en 2016, contribuerait pour 4,3 points à la croissance du PIB au lieu de 5,9 points en 2016.

Au plan des échanges extérieurs en volume, les exportations des biens et services connaitraient une amélioration de leur croissance de 6,1% en volume au lieu de 5,1% en 2016, alors que la hausse des importations serait moins élevée, de l’ordre de 5,2% au lieu de 15,4% en 2016. Ainsi, la contribution de la demande extérieure qui resterait négative, devrait toutefois s’améliorer passant de -4,7 points en 2016 à -0,2 point en 2017.

Aux prix courants, les exportations de biens et services devraient enregistrer une hausse de 5,4% en 2017, profitant particulièrement de la reprise des expéditions des produits de phosphates et dérivés et des produits de l’agroalimentaire et de la poursuite de la consolidation des métiers mondiaux notamment l’automobile.  De leur côté, les importations de biens et services afficheraient une  hausse de l’ordre de 7,1%, plus rapide que celle des exportations. Cette augmentation s’explique par l’accroissement des besoins de l’économie en matière de biens d’équipements, de consommation  et de biens énergétiques. Ceci se traduirait par une détérioration du déficit en ressources qui atteindrait 13,5% du PIB en 2017 au lieu de 12,8% en 2016. En dehors des échanges de services, le déficit commercial serait de prés de 18,8% du PIB.

2.3. Financement de l’économie

L’année 2017 serait marquée par un accroissement du PIB à prix courants de 5% au lieu de 2,8% en 2016. L’accroissement de la consommation finale nationale étant de 5,6%, l’épargne intérieure serait ainsi de 22,5% du PIB en 2017.

Compte tenu des revenus nets en provenance du reste du monde, qui devraient représenter 5,8% du PIB, l’épargne nationale atteindrait 28,3% du PIB en 2017. Avec un investissement brut représentant 33,5% du PIB, le compte épargne-investissement dégagerait un déficit en légère accentuation, se situant à 5,2% du PIB au lieu de 4,3% en 2016.

Au niveau des finances publiques, les recettes ordinaires devraient être consolidées à 20,6% du PIB en 2017, suite essentiellement au renforcement de la collecte des recettes fiscales qui atteindraient 18,5% du PIB. Les dépenses ordinaires devraient connaitre une hausse modérée, maintenant leur niveau à 19,1% du PIB au lieu de 19,7% du PIB en 2016, en raison essentiellement de la réduction des dépenses budgétaires de compensation et des dépenses de fonctionnement non salariées. Ainsi, le déficit budgétaire devrait représenter 3,8% du PIB, au lieu de 4% enregistré en 2016. Cette situation se traduirait par un allégement du taux d’endettement du trésor qui passerait de 64,7% du PIB en 2016 à 64,4% en 2017. De ce fait, le taux de la dette publique globale devrait atteindre 80,9% du PIB en 2017 au lieu de 81,4% en 2016.

Au plan des finances extérieures, la consolidation des revenus nets en provenance du reste du monde, en particulier les transferts courants des Marocains Résidant à l’Etranger (MRE), compenserait en partie le déficit extérieur en ressources. Le solde courant de la balance des paiements devrait représenter 5,2% du PIB en 2017 au lieu de 4,3% en 2016.

En prenant en considération la légère amélioration des investissements directs étrangers (IDE) et des autres flux de capitaux extérieurs, les avoirs en devises seraient en baisse pour atteindre 220 MMDH en 2017 et couvrir ainsi 5,4 mois d’importations au lieu de 6,6 en 2016. Les crédits bancaires devraient légèrement s’améliorer en dépit d’une légère baisse de liquidité. Ils s’accroitraient de 5% en 2017 au lieu de 3,9% en 2016 et de 10,6% en moyenne annuelle durant la période 2007-2015. Au total, la masse monétaire continuerait d’enregistrer un taux d’accroissement modéré, de l’ordre de 3,9% en 2017 au lieu de 4,7% en 2016.

1. **Perspectives de l’économie nationale en 2018**

**3.1. Composantes de l’offre en 2018**

La baisse de la valeur ajoutée agricole, en raison de l’hypothèse d’une production céréalière moyenne durant la compagne 2017/2018, se traduirait par une croissance négative de l’activité primaire. De leur côté, les secteurs secondaire et tertiaire, sous l’effet d’une reprise lente de la demande mondiale adressée au Maroc en 2018 et du ralentissement de la demande intérieure, continueraient de connaitre une croissance modérée de leurs valeurs ajoutées. Dans ces conditions, l’économie nationale devrait connaître en 2018 un ralentissement de sa croissance par rapport à celle estimée pour 2017.

Dans ce cadre, le **secteur primaire** devraitdégager une valeur ajoutée en baisse de 0,3% au lieu d’une progression de 13,9% estimée pour 2017. La consolidation des activités des cultures agricoles non céréalières et de l’élevage permettraient d’atténuer le fléchissement de la production céréalière.

De leur côté, les activités non agricoles devraient enregistrer une légère amélioration de leur rythme de croissance qui passerait de 2,5% en 2017 à 2,9% en 2018 restant, toutefois, inférieur à la moyenne de 4,2% enregistrée durant la période 2008-2012. La valeur ajoutée du secteur secondaire serait en amélioration de 2,6% au lieu de 2,4% en 2017. Celle du secteur tertiaire devrait s’accroitre de 3,1% au lieu de 2,6% en 2017.

Dans ces conditions, et compte tenu d’une évolution de 5,9% des impôts et taxes sur produits nets de subventions, le Produit Intérieur Brut devrait enregistrer une croissance de 2,9% en 2018 au lieu de 4% enregistré en 2017.

Aux prix courants, le Produit Intérieur Brut enregistrerait une progression de 4,5% au lieu de 5% en 2017. L’inflation, mesurée par l’indice implicite du PIB, serait ainsi de 1,6% en 2018 au lieu de 1% en 2017.

Dans ces conditions, et en tenant compte de l’évolution de la population active et du ralentissement des créations nettes d’emploi, le taux de chômage devrait connaitre une hausse, passant de 9,6% en 2016 à 10,7% en 2017 et à 10,2% en 2018.

**3.2. Les composantes de la demande**

La **demande intérieure,** confortée par la consolidation de l’investissement brut et de la consommation finale nationale, continuerait de soutenir l’activité économique nationale en 2018, avec une contribution moins élevée qu’en 2017. Quant à la demande extérieure, elle contribuerait positivement à la croissance après une contribution négative enregistrée durant les deux dernières années.

La consommation des ménages devrait s’accroitre de 3,2% en volume et consoliderait sa contribution à la croissance du PIB à 1,8 point en 2018. La consommation des administrations publiques, de son côté, s’accroitrait de 2% et sa contribution à la croissance devrait se maintenir à 0,4 point. Globalement, la consommation finale nationale augmenterait ainsi de 3% contribuant pour 2,3 points à la croissance économique en 2018.

La formation brute du capital fixe, pour sa part, augmenterait de 3,2% au lieu de 3,9% en 2017 et sa contribution à la croissance serait d’un point. La variation des stocks, quant à elle, afficherait une contribution négative à la croissance, de l’ordre de 0,6 point en 2018. Ainsi, l’investissement brut s’accroîtrait d’environ 1,2% en volume et sa contribution à la croissance serait d’environ 0,4 point au lieu de 1,7 point en 2017.

Dans ces conditions, la demande intérieure devrait progresser de 2,4% en volume au lieu de 3,9% en 2017. Sa contribution à la croissance économique nationale baisserait à 2,7 points au lieu de 4,3 points en 2017.

La **demande extérieure** nette devrait afficher une contribution positive à la croissance du PIB de l’ordre de 0,2 point en 2018 suite à une hausse de 6,9% en volume des exportations des biens et services et à une augmentation de 4,9% des importations des biens et services.

Aux prix courants, les exportations de biens et services devraient enregistrer une hausse de 5,7% en 2018, alors que les importations s’accroitraient de 5,2%. Ce qui se traduirait par le maintien du déficit en ressources à 13,6% du PIB. En dehors des échanges de services, le déficit commercial se maintiendrait à prés de 18,8% du PIB.

**3.3. Financement de l’économie**

Globalement, avec une progression de 4,5% du PIB aux prix courants en 2018 et un accroissement plus élevé de la consommation finale nationale de 4,9%, l’épargne intérieure passerait de 22,5% du PIB en 2017 à 22,2% en 2018.

Les revenus nets en provenance du reste du monde, en hausse de 4,1%, devraient se maintenir à 5,8% du PIB. De ce fait, l’épargne nationale devrait représenter 28% du PIB au lieu de 28,3% en 2017. Elle resterait, toutefois, inférieure à l’investissement brut représentant 33,1% du PIB en 2018. Le besoin de financement de l’économie devrait se maintenir, en conséquence, à 5,1% du PIB en 2018.

Les finances publiques, de leur côté, sous l’effet de la poursuite du processus de rationalisation des dépenses budgétaires et du renforcement de la collecte des recettes, notamment fiscales, devraient afficher un déficit budgétaire de 3,5% du PIB en 2018, après celui de 3,8% prévu pour 2017.

Dans ces conditions, le taux d’endettement du Trésor se situerait à près de 64,1% du PIB en 2018 et la dette publique globale représenterait 80,2% du PIB au lieu de 80,9% pour 2017.

En prenant en considération, les perspectives de croissance économique en 2018 et de la hausse modérée des prix, les crédits bancaires devraient augmenter de 5,2% en 2018 au lieu de 5% en 2017. Avec l’hypothèse de consolidation du stock de réserves internationales aux environs de 5 mois d’importations de biens et services, la masse monétaire devrait s’accroitre de près de 5% en 2018.

**Conclusion**

Les perspectives économiques à l’horizon 2018 confirment le ralentissement de la croissance économique nationale et particulièrement les difficultés pour les activités non agricoles à se réinscrire dans le sentier de croissance de plus de 4% réalisé avant la crise économique internationale de 2008. Elles montrent également la continuité de la forte dépendance de l’activité agricole des conditions climatiques.

D’un autre coté, la consolidation des équilibres macroéconomiques durant les dernières années notamment les équilibres financiers, interne et externe, et la maitrise de la hausse des prix, ne devrait pas occulter la présence de déséquilibres structurels au sein de l’économie nationale et par conséquent d’une pseudo situation de stabilité macroéconomique qui brouille l’éclairage de la prise de décision. Le déséquilibre du commerce extérieur, en particulier, n’a cessé de se creuser, mettant en exergue les faibles capacités d’une offre compétitive de l’économie nationale tant sur le marché domestique que sur le marché extérieur. Le déficit commercial, qui ne dépassait pas les 50 milliards de DH en 2000 a été multiplié par plus de quatre fois depuis 2011 pour représenter aujourd’hui presque 20% du PIB (200 milliards de DH) au lieu de 11% au début des années 2000.

Graphe 1 : Evolution du déficit commercial en niveau et en % du PIB

En fait, ce déficit structurel est le résultat d’une forte demande intérieure satisfaite à plus de 40% par les importations. Plus encore, les activités à forte capacité exportatrice se réfèrent excessivement au marché extérieur pour répondre à leurs besoins en inputs intermédiaires. A titre illustratif, les activités industrielles qui exportent en moyenne 37% de leur production, satisfont leurs besoins à hauteur de 38% du marché extérieur. Des niveaux largement supérieurs à ceux des activités non industrielles qui se situent à 7% et 8% respectivement.

Par ailleurs, le financement de l’économie présente également un déséquilibre structurel entre l’épargne intérieure et les besoins de financement de l’investissement. Si l’on exclue les revenus nets en provenance du reste du monde, qui ont globalement un caractère exogène, le besoin réel de financement de l’économie se chiffre à 11% du PIB en moyenne annuelle durant les dix dernières années.

Graphe 2 : Evolution de l’épargne intérieure et de l’investissement brut en Milliards de DH

Ces déséquilibres seront de plus en plus préoccupants si le Maroc ne retrouve pas une croissance économique potentielle nationale plus élevée en s’engageant dans une transition de son économie d’un mode de production traditionnel vers une offre plus diversifiée et avec un contenu technologique plus élevé. Ceci requiert des réformes structurelles profondes qui permettent à l’économie nationale de disposer de déterminants fondamentaux de création de la richesse.

L’étude du HCP sur le rendement de l’investissement au Maroc a mis en exergue la nécessité de poursuivre l’accumulation en capital physique et en capital humain et l’importance d’un cadre institutionnel favorable à même de valoriser ces accumulations et accroitre la productivité de l’économie.

Evolution du Produit Intérieur Brut

En volume selon les prix de l’année précédente (En %)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubriques | 2015 | 2016 | 2017\* | 2018\*\* |
| * Valeur ajoutée du secteur Primaire…
* Valeurs ajoutées non agricoles............
* Secteur Secondaire………………
* Secteur tertiaire…..……………...
 | 11,61,71,81,7 | -11,32,21,22,7 | 13,92,52,42,6 | -0,32,92,63,1 |
| Valeur ajoutée totale……………… | 3,0 | 0,3 | 4,1 | 2,4 |
| Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS)………………………. | 18,1 | 8,5 | 3,9 | 5,9 |
| PIB non agricole (VA +ITS)....................... | 3,6 | 3,0 | 2,7 | 3,3 |
| PIB en volume…………………..……….. | 4,5 | 1,2 | 4,0 | 2,9 |
| Variation du prix implicite du PIB…….. | 1,8 | 1,6 | 1,0 | 1,6 |

(\*) : Estimation pour 2017 (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2018.

 Equilibre Ressources-Emplois en volume

Variation en %

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| RUBRIQUES | 2015 | 2016 | 2017\* | 2018\*\* |
| PIB……………………………….… | 4,5 | 1,2 | 4,0 | 2,9 |
| Consommation finale, dont:…….… | 2,3 | 3,1 | 3,3 | 3,0 |
| -Ménages résidents……………… | 2,2 | 3,4 | 3,7 | 3,2 |
| -Administrations publiques................ | 2,4 | 2,1 | 1,9 | 2,0 |
| FBCF……………………………… | 0,2 | 9,3 | 3,9 | 3,2 |
| Exportations de biens et services…. | 5,5 | 5,1 | 6,1 | 6,9 |
| Importations de biens et services.… | -1,1 | 15,4 | 5,2 | 4,9 |
|   |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

NB : -Variations en % aux prix de l’année précédente. - (\*) : Estimations (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

Ratios des autres indicateurs macroéconomiques

en % du PIB

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubriques | 2015 | 2016 | 2017\* | 2018\*\* |
| * Epargne Intérieure…………………………..…..
* Epargne Nationale ….………………..……….…
* Investissement Brut………………….…..………
* Solde de financement. ………………………….
* Déficit budgétaire ….…………………..…………
* Dette Publique globale…………….……………
* Dette de Trésor…….………………………………
* Réserves en mois d’importations …………
 | 23,228,830,8-2,0-4,279,963,76,4 | 22,828,833,1-4,3-4,081,464,76,6 | 22,528,333,5-5,2-3,880,964,45,4 | 22,22833,1-5,1-3,580,264,15,0 |

(\*) : Estimation pour 2017 (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2018.

1. Selon les Perspectives Economiques d’Avril du FMI. [↑](#footnote-ref-2)
2. Selon les prévisions de la Banque Mondiale. [↑](#footnote-ref-3)